

---

# Entre l'émigration de la misère et l'eldorado mythique : genèse d'une petite-bourgeoisie franco-américaine (Fall River, 1870-1920)<sup>1</sup>

---

Brigitte Violette  
*Parcs Canada*  
*Québec*

*He (le Franco-Américain) is not overenergetic or ambitious. His main concern is to make a living for himself and his family, and, if that seems to have been attained, he is little troubled by restless eagerness to be doing something higher than that at which he is at present engaged<sup>2</sup>.*

Que d'humbles commencements, suivis par d'éclatants succès, n'avons-nous pas vus en ce pas [sic, pays] ! Combien partis d'en bas, du dernier échelon, ont atteint un poste élevé ! Que de *self-made men* ! (*L'Indépendant*, 23 avril, 1894).

Dans un contexte historiographique étroitement associé à la nouvelle histoire sociale et marqué par la valorisation de l'histoire des masses ouvrières, la production scientifique entourant la Franco-Américanie a, d'entrée de jeu, concentré son attention sur l'étude

- 
1. Cet article puise essentiellement aux troisième, quatrième et cinquième chapitres d'une thèse de doctorat intitulée « Formation et développement d'une petite-bourgeoisie franco-américaine de la Nouvelle-Angleterre (Fall River, 1870-1920) ». Cette thèse est la première étude visant à comprendre la formation et la composition de cette couche sociale. Elle s'intéresse principalement aux caractéristiques socioéconomiques de la petite-bourgeoisie et met à profit quatre recensements fédéraux (1870, 1880, 1900 et 1920), deux guides franco-américains ainsi que plusieurs annuaires municipaux et dossiers de crédit.
  2. Cette citation de William MacDonald est d'abord parue en avril 1898 dans la revue publiée par l'Université Harvard, le *Quarterly Journal of Economics*. Nous l'avons tirée de l'ouvrage de C. Stewart Doty (1985 : 150).

des travailleurs. Puisque la majorité des immigrants canadiens-français gagnaient leur vie dans les filatures ou besognaient comme journaliers dans les chantiers de construction, en forêt ou à la réparation des rues, cette perspective de recherche se trouve donc d'autant plus justifiée. Alors que les recherches initiales (Paquet, 1964 ; Vicero, 1968 ; Faucher, 1968 ; Lavoie, 1972) portaient essentiellement sur les processus migratoires des paysans québécois vers les centres industriels américains, ce sont les modes de vie en milieu urbain et les processus d'intégration et d'adaptation à l'économie industrielle américaine qui ont par la suite retenu l'attention des chercheurs (Haebler, 1976 ; Hareven, 1978 ; Early, 1979 ; Frenette, 1988). Dans sa synthèse, Yves Roby constate d'ailleurs que nous connaissons peu de chose au sujet de la petite-bourgeoisie franco-américaine et, en particulier, de la bourgeoisie des gens d'affaires (Roby, 1990 : 133).

Nonobstant cette lacune, toutes les études significatives menées durant les trois dernières décennies évoquent à tout le moins la présence d'une petite-bourgeoisie, une minorité composée de professionnels, de commerçants, d'artisans indépendants et de cols blancs salariés<sup>3</sup>. Jusqu'à ce jour, les historiens ont abordé ce sujet à

---

3. Les historiens ne s'entendent guère sur la nature et la composition de la classe moyenne ni de la petite-bourgeoisie, d'où l'usage de grilles socioprofessionnelles divergentes. Dans le contexte québécois, Sylvie Taschereau prétend que « les historiens ont le plus souvent défini la petite-bourgeoisie par le degré de pouvoir économique, politique et idéologique qu'on lui attribue et par les groupes socioprofessionnels qui la composent. Cette composition varie ici aussi selon les auteurs » (Taschereau, 1992 : 10). Pour Paul-André Linteau, il s'agit d'un groupe ou d'une couche sociale qui « participe au contrôle de l'activité économique et est souvent associée à certains éléments de la bourgeoisie [...] elle n'obtient qu'une part restreinte du contrôle de l'économie [...] Son action s'exerce au niveau local [...] Ses secteurs d'intervention privilégiés sont le commerce de détail et les opérations foncières. On associe généralement à la petite-bourgeoisie un groupe – les membres des professions libérales – qui participe souvent aux activités économiques de celle-ci ou qui, à tout le moins, lui apporte son support » (Linteau, 1976 : 64). Arno J. Mayer (1975), quant à lui, utilise indistinctement les termes « petite-bourgeoisie » et « *lower middle class* ». À défaut d'une définition qui ferait consensus, les historiens retiennent généralement trois critères qui la distinguent de la bourgeoisie et du prolétariat : 1) elle jouit d'une certaine indépendance économique grâce à un petit capital (financier, immobilier ou d'outillage) ; 2) ses membres exercent une

partir de deux points de vue : soit qu'ils expliquent les différents rôles assumés par les élites laïques issues de la petite-bourgeoisie dans le développement du réseau institutionnel, soit qu'ils procèdent à l'analyse de leur rôle comme intermédiaire dans l'arène sociale et politique, que ce soit par rapport au clergé irlandais, à l'establishment anglo-saxon ou au mouvement ouvrier (Sylvia, 1973 ; Haebler, 1976 ; Coelho, 1980 ; Frenette, 1988 ; Petrin, 1990 ; Roby, 1990). Certains ont par ailleurs travaillé sur la mobilité sociale et l'immigration des professionnels, levant le voile sur le processus de formation d'une classe moyenne. Ainsi, tout comme Peter Haebler (1976) et Frances Early (1979), Yves Frenette (1988) évoque la formation d'une petite-bourgeoisie d'affaires dans le cadre d'une évaluation de la mobilité sociale et il en cerne quelques caractéristiques. Établissant un lien de cause à effet entre la sédentarité et la mobilité socioprofessionnelle, l'historien Anthony Coelho a soutenu que Fall River offrait des conditions favorables à la mobilité sociale dans les décennies 1870-1880 et 1880-1890, alors que s'amorce la vague migratoire des Canadiens français.

*It is apparent that Fall River was a vibrant, expanding city which offered immigrants dual opportunities. Jobs were abundant, and employment readily available. And while the fact that financial control by a small number of owners gave the city some aspects of a company town, there was no entrenched minority of native Americans to block upward mobility into skilled or non-manual occupations. The population of the city was fluid and expanding, and it might be expected to be highly mobile. It was not a closed society in which economic advance might be blocked by the*

---

occupation faisant appel principalement à leurs capacités intellectuelles ; 3) ils possèdent un capital intellectuel minimal ou supérieur à la moyenne. Ces critères, qui la distinguent à la fois de la bourgeoisie et du prolétariat, ont été déterminants lors des dépouillements des sources et des listes nominatives.

Notre grille s'inspire du classement socioprofessionnel développé par Theodore Hershberg et repris par plusieurs historiens depuis. Ce classement comprend huit grandes catégories : 1) marchands, manufacturiers et financiers ; 2) professionnels ; 3) boutiquiers et commerçants ; 4) cols blancs et service public ; 5) artisans ; 6) employés non qualifiés du secteur commercial ; 7) travailleurs manufacturiers ; 8) services personnels (Hershberg *et al.*, 1974 : 174-216). Pour chacune de nos bases de données, nous avons retenu les catégories 2, 3, 4, 5 et 6.

*nature of one's immigrant background. Opportunity existed for those willing or able to seize it. And the rapid and constant growth of the city gave immigrants an opportunity to share in its prosperity* (Coelho, 1980 : 22).

De son côté, François Weil s'est intéressé à l'histoire des commerçants canadiens-français de Fall River en mettant à profit les archives de la compagnie d'évaluation de crédit, R.G. Dun & Co. Au terme d'une étude sommaire portant sur les années 1870-1880, Weil souligne la précarité de leur situation économique. Selon lui, cette précarité tient à trois facteurs spécifiques : « le poids de la conjoncture, [...] la faiblesse chronique des capitaux dont ils dispos[aient] [et le fait que] les Canadiens français n'avaient pas une réputation commerciale favorable » (Weil, 1989 : 102-103).

Dans l'historiographie américaine de l'immigration et de l'ethnicité en général, le lecteur peut consulter la synthèse de John Bodnar (1985) qui résume la portée de ces travaux autour de quatre grandes hypothèses :

- 1) la nature pluraliste des communautés ethniques découle en grande partie de la diversité régionale des pays d'origine et de leurs divisions idéologiques. Dans bien des cas, leur homogénéité ethnique et culturelle n'est qu'un leurre<sup>4</sup> ;
- 2) même si la grande majorité des communautés immigrantes sont constituées de travailleurs, on y distingue toujours un petit groupe qui se démarque par ses valeurs plus proches de l'éthique protestante individualiste que des valeurs collectives de leur communauté<sup>5</sup>. Ainsi, si les divisions de classe sont

---

4. Le Québec de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle présente une réalité toute autre de ce point de vue. Contrairement aux immigrants italiens ou allemands, les immigrants venus du Québec sont ethniquement assez homogènes : une langue, une religion.

5. La plupart des Canadiens français quittent la campagne en quête d'un travail salarié dans les usines ou les chantiers de construction de la Nouvelle-Angleterre, mais une petite minorité possède un capital financier ou intellectuel suffisant pour pouvoir intégrer le monde des commerçants ou celui des professionnels. Les divisions de classe perceptibles en Nouvelle-Angleterre trouvent donc leur origine au Québec. C'est cette même minorité qui, de concert avec l'élite cléricale, jettera les bases du mouvement associatif et en assurera la direction.

attribuables principalement à la structure sociale du pays d'origine, elles relèvent aussi de facteurs propres au contexte américain et sont renforcées selon la durée du séjour aux États-Unis ou le degré d'engagement des individus dans les organisations ethnoculturelles. Cette nouvelle classe moyenne est souvent perçue comme un agent d'acculturation lorsqu'elle vante les mérites du travail et de la mobilité sociale. Dans bien des cas, elle prend ses distances avec la classe ouvrière lorsqu'elle arrive à élargir sa base économique et à diversifier sa clientèle. Souvent la mobilité sociale s'accompagne d'une mobilité géographique et d'une plus grande participation aux institutions américaines comme les partis politiques et les associations volontaires ;

- 3) le développement du réseau associatif prend d'abord forme dans le pays d'origine afin de faire face aux bouleversements apportés par l'arrivée progressive du capitalisme industriel. Aux États-Unis, on remarque que le rôle des élites, laïques et religieuses, s'avère fondamental dans la formation de ce réseau communautaire sans qu'on puisse leur en attribuer l'exclusivité ;
- 4) le développement d'une classe d'entrepreneurs remonte bien souvent aux expériences prémigratoires. Les gens d'affaires investissent dans des secteurs d'activité économique qui leur sont le plus accessibles, soit l'approvisionnement de biens et de services à leurs communautés ethniques respectives. Comme dans les familles ouvrières, la solidarité familiale et communautaire (*kin*) joue un rôle primordial dans la réussite économique des gens d'affaires.

Dans un premier temps, cet article retracera sommairement la genèse de la petite-bourgeoisie canadienne-française de Fall River entre les années 1870 et 1920 et cernera quelques-unes de ses principales caractéristiques socioéconomiques. Nous serons à même de constater que les hypothèses de John Bodnar rejoignent la réalité historique franco-américaine à certains égards. Dans un deuxième temps, l'article abordera les origines sociales de cette tranche d'immigrants afin de dégager ses modes d'insertion dans la société américaine. Finalement, il proposera une nouvelle interprétation des

stratégies migratoires eu égard aux catégories socioprofessionnelles inventoriées.

Le cadre chronologique retenu correspond aux années d'arrivée des premiers pionniers et à la mise sur pied du réseau institutionnel et se termine au dernier recensement accessible. Cette période de 50 ans est suffisamment longue pour tenir compte des grandes vagues migratoires qui ont marqué le Canada français de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au début du XX<sup>e</sup> siècle.

### **CONTEXTE MIGRATOIRE ET ÉMERGENCE D'UNE PETITE-BOURGEOISIE**

Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la croissance vertigineuse de l'industrie du textile dans la ville de Fall River se traduit par une augmentation importante de la population (Sylvia, 1973 : 885, 860 ; Bureau of the Census 1920 : 78 ; Truesdell, 1943 : 35). Le nombre de résidants triple entre 1865 et 1875, passant de 17 481 à 45 340 (Sylvia, 1973 : 244). En effet, la « ville du fuseau » (*Spindle City*) devient une destination prisée par les immigrants en quête d'un travail salarié. Comptant pour 75 % de la force ouvrière en 1878, les étrangers proviennent d'Angleterre, d'Irlande et du Canada. En 1875, près de 9 000 résidents de Fall River sont originaires d'Angleterre. On y compte aussi plus de 9 000 Irlandais dont une forte proportion venue au Massachusetts *via* le Lancashire où ils avaient travaillé plusieurs années dans les filatures. À cette population anglo-irlandaise, s'ajoutent 5 000 Canadiens – francophones pour la plupart – recrutés par des agents de l'American Linen Mills (Cumbler, 1979 : 108-109). Durant les années 1870, plusieurs agents recrutent au Québec pour combler les emplois destinés à une main-d'œuvre non qualifiée. En effet, pour contre-carrer le militantisme syndical des travailleurs anglais et irlandais – notamment lors des grèves de 1870, de 1875, de 1878 et de 1884 –, les employeurs choisissent d'embaucher de plus en plus de Canadiens français sur une base permanente. L'entrée en service d'une ligne de chemin de fer directe entre Montréal et Fall River en 1872 facilitera cette migration. En 1885, le recensement de l'État du

Massachusetts indique qu'il y a déjà 8 219 individus d'origine canadienne-française, de première et de deuxième génération, qui habitent Fall River (Cumbler, 1979 : 121). Ce flot migratoire est plus ou moins continu jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, de sorte qu'au recensement de 1900, ils sont plus de 30 000 et comptent pour 30 % de l'ensemble de la population. Ils forment alors la plus forte minorité d'origine étrangère de la ville et totalisent presque autant d'individus que leurs concitoyens de souche irlandaise et anglaise réunis (Cumbler, 1979 : 122).

La croissance nette et relative de la population franco-américaine de Fall River entre 1870 et 1900 a certes une influence sur la formation et la progression d'une petite-bourgeoisie, mais, au total, ses effectifs restent peu nombreux.

**Tableau 1**

Importance relative de la petite-bourgeoisie franco-américaine de Fall River, 1870-1920

Année	Population		%
	franco-américaine	Petite-bourgeoisie*	
1870	1 142	18	1,6 %
1880	6 748	167	2,5 %
1888	15 225	503	3,3 %
1900	31 725	1 353	4,3 %
1910	32 194	1 255	3,9 %
1920	28 630	1 373	4,8 %

\*correspond à la population active seulement

Sources : Sylvia (1973 : 860) ; Bureau of the Census, 1870, 1880, 1900 et 1920 ; Dubuque (1888) ; *Le guide français* (1909-1910).

En effet, pour l'année 1870, nous avons un corpus formé de 18 individus. Parmi eux, il n'y a aucun professionnel, seulement deux commerçants, auxquels s'ajoutent 13 artisans et trois commis de magasin. En consultant les rapports de crédit de la compagnie R. G. Dun, nous constatons qu'aucun homme d'affaires ne fait l'objet

d'enquête<sup>6</sup>. Il est donc prématuré ici de parler d'une classe sociale distincte. Ces premières informations permettent avant tout de constater la présence d'un embryon de ce qui deviendra une petite-bourgeoisie.

La population canadienne-française augmente à un rythme accéléré durant les années 1870. Des agents recruteurs, à la solde des filatures, viennent engager de la main-d'œuvre au Canada jusqu'au milieu de cette décennie (Sylvia, 1973 : 46) de sorte que, lorsque Honoré Beaugrand évalue la population active canadienne-française en 1874, elle totalise déjà 1 063 individus. Le recensement du Massachusetts l'année suivante (Beaugrand, 1875) chiffre la population canadienne-française à 5 024 (Coelho, 1980 : 264). Si la majorité de ces immigrants trouvent du travail dans les filatures ou comme journaliers, la structure professionnelle est maintenant plus diversifiée et nous permet de commencer à parler d'une petite-bourgeoisie. Selon Beaugrand, il y a déjà 45 commerces tenus par des Canadiens français et 84 commis qui ont établi leur résidence à Fall River auxquels s'ajoutent cinq médecins et deux journalistes<sup>7</sup>. En fait, les années 1870 sont marquées par une mobilité démographique incessante et la croissance nette de la population fanco-américaine permet la création de Petits Canadas avant la fin de la décennie. À Fall River même, elle donne lieu, en 1869, à l'érection de la première paroisse nationale et, en 1874, à celle d'une paroisse mixte. Malgré cette croissance démographique, la situation des commerces et des institutions reste précaire. Le premier journal, *L'Écho du Canada*, fondé en 1873 par le docteur Alfred Mignault et Honoré Beaugrand, cesse de paraître deux ans plus tard. *La République*, fondée en 1875 à Fall River et à Boston par Honoré Beaugrand, connaît le même sort en 1878. La Chambre de commerce canadienne-française (1875) – « dont le but était de permettre aux hommes d'affaires de s'entraider mutuellement et de se réunir à différentes intervalles au moyen de banquets etc. » – et

6. R. G. Dun & Co. Collection, *Credit Ledgers for Fall River, Massachusetts*, vol. 13, 14, Baker Library, Harvard University Graduate School of Business Administration.

7. Beaugrand comptabilise plus de 300 artisans, pour lesquels il est cependant impossible de déterminer le nombre d'artisans établis à leur compte.



La Société des commis marchands (1874-1878) ne survivent pas au-delà de la décennie (Dubuque, 1888 : 149-150). Le club littéraire Association Montcalm et la Société de bienfaisance des Canadiens français (une société de secours mutuels) n'existent que quelques mois (*Guide des sociétés canadiennes-françaises de Fall River*, 1893).

Parmi les 106 individus inscrits dans l'annuaire général de 1874 et définis comme petits-bourgeois seulement 32 réapparaissent au recensement de 1880. Sur les 167 individus inscrits au recensement de 1880, seulement 75 d'entre eux ont pu être retracés dans l'un des cinq annuaires publiés durant la décennie 1870-1880<sup>8</sup>. Bon nombre de commerces ouvrent leurs portes durant ces premières années, mais la majorité ferment peu de temps après. La grande précarité des entreprises canadiennes-françaises est d'ailleurs confirmée par les agents de la compagnie R. G. Dun & Co. : sur les 34 dossiers traités durant les années 1870, 15 font faillite avant la fin de la décennie, dont deux commerçants qui ont fui devant leurs créanciers et ont quitté la ville<sup>9</sup>. La situation n'est guère meilleure chez les professionnels qui viennent s'installer à Fall River. Sur sept médecins présents en 1874, il n'en reste que trois en 1880. Coelho s'est intéressé à la persistance géographique des trois principaux groupes d'immigrants de Fall River entre 1870 et 1880 et il évalue qu'elle n'était que de 12% pour l'ensemble des chefs de ménage canadiens-français. Il conclut que « *this group represent[ed] the vanguard of the French Canadian immigrants to the city, and a low rate of persistence is not exceptional* » (Coelho, 1980 : 27). On ne s'étonnera donc pas que du corpus extrait du recensement de 1870, un seul persistera jusqu'au recensement de 1880.

Au recensement de 1880, soit une quinzaine d'années après l'arrivée des premiers pionniers, le recensement fédéral fait état de la présence d'une petite-bourgeoisie canadienne-française ; sur une population de 6 748 Franco-Américains de première et de deuxième

8. Ces 75 individus se répartissent, selon leur première mention dans l'annuaire, de la façon suivante : 11 en 1873, 24 en 1874, 19 en 1876 et 21 en 1878.

9. R. G. Dun & Co. Collection, Fall River, vol. 13 et 14.

génération (tableau 2), nous obtenons un corpus de 167 répartis dans près de 150 foyers. Sur ce nombre, 61, dont 53 commis, exercent une occupation de col blanc salarié, 7 personnes seulement exercent une profession libérale, 82 sont commerçants et 17 sont des artisans indépendants. Cette petite-bourgeoisie d'affaires s'activerait principalement dans le commerce au détail, les services et la production artisanale. Cependant, certaines sources nous incitent à nuancer ces données. Dans le registre de la compagnie d'évaluation de crédit Bradstreet, en janvier 1880, seulement 32 commerçants canadiens-français sont inscrits sur la liste<sup>10</sup>. Cette même année, 14 dossiers sont actifs chez son concurrent R. G. Dun. La section « affaires » de l'annuaire de 1878, quant à elle, parle de 63 commerçants, artisans et professionnels canadiens-français, dont 45 figurent au recensement de 1880. De notre compilation initiale de 82 commerçants, nous déduisons que seulement la moitié, soit une quarantaine, sont effectivement propriétaires d'un établissement commercial et ne sont pas des cols blancs salariés travaillant dans un établissement commercial.

Lors de la publication du premier guide canadien-français en 1888, la population canadienne-française compte déjà plus de 15 000 personnes incluant les 503 individus qui forment la petite-bourgeoisie. Le recensement de 1900 indique que la petite-bourgeoisie compte maintenant 1 353 individus, ce qui représente une augmentation de 258 % par rapport au corpus de 1888 alors que la population d'origine canadienne-française n'a augmenté que de près de 212 %, atteignant 31 725 en 1900. Par rapport à l'ensemble de la communauté franco-américaine, la petite-bourgeoisie active représente donc maintenant 4,3 % de la population totale franco-américaine, une hausse de 1 % depuis 1880.

---

10. Cette disproportion marquée entre le nombre de commerçants colligé à partir des fiches de recensement et celui qui a été compilé à partir des répertoires de Bradstreet peut s'expliquer de la façon suivante : les catalogues de cotes de crédit ne regroupent qu'une fraction de la classe d'affaires puisqu'ils s'intéressent de prime abord aux entreprises et non aux petits commerçants établis à leur compte.

**Tableau 2**  
Petite-bourgeoisie : évolution de la structure socioprofessionnelle

	<b>1880</b>	<b>1888</b>	<b>1900</b>	<b>1909</b>	<b>1920</b>
	(N : 167)	(N : 503)	(N : 1 353)	(N : 1 255)	(N : 1 373)
professionnels	7 (4 %)	25 (5 %)	41 (3 %)	37 (3 %)	62 (4,5 %)
commerçants	82 (49 %)	261 (52 %)	595 (44 %)	577 (46 %)	439 (32 %)
artisans- indépendants	17 (10 %)	38 (7 %)	95 (7 %)	12 (10 %)	151 (11 %)
cols blancs	62 (37 %)	181 (36 %)	622 (46 %)	515 (41 %)	721 (52,5 %)

Sources : Dubuque (1888 : 260-261) ; *Le guide français* (1909-1910 : 653) ; Bureau of the Census, 1870, 1880, 1900 et 1920.

Tel qu'anticipé, la structure professionnelle de la petite-bourgeoisie franco-américaine s'est diversifiée au tournant du XX<sup>e</sup> siècle grâce notamment au développement d'une économie de service, typique des centres urbains. En 1900, le nombre de professionnels demeure très faible, soit 3 % de l'ensemble ; les commerçants comptent pour 44 % ; les artisans indépendants, 7 %, alors qu'ils étaient à 10 % en 1880. Ces modifications quant à la taille relative des catégories d'emploi tiennent surtout à la hausse nette du nombre de cols blancs. En effet, la modernisation de l'économie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a entraîné l'apparition de nouvelles occupations dans le secteur des services au point de modifier la composition de la classe moyenne américaine (Blumin, 1989 : 290). Par ailleurs, le recensement de 1920 est plus complet puisqu'il qualifie le type de revenus permettant de distinguer employeurs et employés, commerçants et artisans établis à leur compte. Ainsi, avons-nous une évaluation plus juste du nombre de commerçants par rapport aux cols blancs salariés dont le nombre est souvent surestimé dans les recensements antérieurs. Sur une base individuelle, nous comptabilisons donc à ce moment 1 373 personnes qui correspondent à notre grille socioprofessionnelle et elles sont réparties dans plus de 1 000 foyers. D'une part, nous observons une stabilité relative de la structure professionnelle entre 1900 et 1920. Il y a peu de variations en termes de pourcentages relatifs aux quatre catégories socioprofessionnelles établies. Le changement le plus

important se situe dans la catégorie des artisans où nous constatons une légère augmentation, puisqu'ils passent de 7 % à 11 % de l'ensemble de la petite-bourgeoisie<sup>11</sup>.

L'évaluation de la petite-bourgeoisie d'affaires se précise dans le recensement de 1920, puisqu'il établit une hiérarchie des établissements commerciaux. Ainsi, 132 des 155 artisans indépendants et 334 des 436 commerçants mènent leur entreprise sans aide extérieure puisque leur chiffre d'affaires n'est pas assez élevé pour permettre l'embauche de personnel additionnel. Par contre, 118 des 591 gens d'affaires franco-américains, qu'ils soient artisans ou commerçants, sont des employeurs. Cette réalité n'est pas un phénomène nouveau, tels que l'attestent certains dossiers de crédit de R. G. Dun et d'autres sources imprimées dont les textes publicitaires dans les guides et les annuaires. Si la proportion d'employeurs parmi les petits-bourgeois est indicative de la taille des entreprises, les gens d'affaires franco-américains gèrent toujours des établissements très modestes à l'aube de la décennie 1920-1930. Nos données suggèrent que nous sommes en présence d'entreprises familiales dont les membres de la famille, salariés ou non, constituent la première source de main-d'œuvre.

Dès les années 1880, on peut déjà noter une amélioration sur le plan de la persistance des gens d'affaires, du moins à court terme : sur 89 dossiers traités par les enquêteurs de la compagnie R. G. Dun durant les années 1880, seulement 20 auront fait faillite ou abandonné les affaires et 4 auront vendu leurs actifs avant 1891, soit 27 % comparativement à 44 % durant la décennie précédente<sup>12</sup>. Chez Bradstreet, sur 32 commerces cotés en janvier 1880, 6 (19 %) réapparaissent en janvier 1890. Toutefois, la cote de crédit moyenne s'est améliorée : si on ne recommandait aucun crédit (F) à 59 % des commerces en 1880, la majorité, soit 71 % réussissent à obtenir un

---

11. Cette augmentation peut être attribuable à la prise de données lors du recensement de 1920, alors que les fonctionnaires ont classifié les occupations selon les types de revenus. Par contre, nous pouvons dès lors établir avec précision le nombre d'artisans établis à leur compte alors qu'auparavant cette information n'était pas systématiquement disponible.

12. R. G. Dun & Co. Collection, Fall River, vol. 13 et 14.

crédit très limité (E) en 1890 tandis que 29 % obtiennent un crédit modéré (D) ou bon (C) (*Bradstreet's*, 1890).

En fait, tous les indices recueillis confirment une progression globale des assises matérielles de la petite-bourgeoisie pour la période considérée (1870-1920) : le nombre de contribuables taxés pour des valeurs mobilières et immobilières évaluées à plus de 10 000 \$ s'élève à 74 en 1920, alors que nous n'en comptons que 54 en 1903 et seulement 14 en 1890. En 1920, la valeur moyenne de ces entreprises commerciales et les cotes de crédit attribuées sont à la hausse également : près du tiers, sont évaluées à 3 000 \$ ou plus, dont 18 à 10 000 \$ ou plus et une est évaluée à plus de 300 000 \$ alors qu'en 1890, l'entreprise la plus importante avait été évaluée entre 10 000 \$ et 20 000 \$. Sur le plan des cotes de crédit attribuées par la compagnie Bradstreet, 69 des 146 entreprises cotées reçoivent au moins la cote modérée (D) en 1920, alors qu'en 1900 seulement (25 %) des entreprises recevaient une cote modérée (D) ou mieux.

Malgré la croissance globale de la classe d'affaires, entre les années 1870 et 1920, son véritable pouvoir économique doit être mesuré dans la perspective de la structure socioéconomique locale qui est fortement hiérarchisée. Il importe d'évaluer la place occupée par la petite-bourgeoisie franco-américaine non seulement par rapport à la grande bourgeoisie yankee<sup>13</sup>, mais aussi par rapport aux entreprises concurrentes qui opèrent dans les mêmes secteurs d'activité économique. Le commerce de l'alimentation s'avère un

---

13. La petite-bourgeoisie d'affaires franco-américaine dispose d'un capital très modeste comparativement à la vieille bourgeoisie yankee de Fall River. Hormis les filatures, les 21 corporations les plus importantes de la ville en 1909 possèdent des capitaux variant entre 100 000 \$ et 750 000 \$, parfois même de plusieurs millions (*Le guide français*, 1909-1910 : 658-659). En comparaison, le manufacturier de piano, Edmond Côté, un des deux hommes d'affaires franco-américains les plus prospères, possède, en 1910, une entreprise évaluée entre 50 000 \$ et 75 000 \$, tandis que le fabricant de pipes, Joseph Desjardins, le suit avec un commerce qui vaut entre 20 000 \$ et 30 000 \$ (*Bradstreet's*, 1910). Dix ans plus tard, la manufacture de Côté a atteint une valeur qui se situe entre 300 000 \$ et 500 000 \$ ; la compagnie I. Renaud, grossiste en alimentation, vaut entre 100 000 \$ et 150 000 \$ et le magasin de meubles de Napoléon Tessier est évalué entre 150 000 \$ et 200 000 \$ (*Bradstreet's*, 1920).

bon baromètre pour évaluer l'évolution de la classe marchande franco-américaine puisque ce secteur regroupe le plus grand nombre de commerçants d'un recensement à l'autre. Selon un échantillonnage, en 1880, 85 % des épicerie tenues par des Canadiens français sont évaluées à moins de 1 000 \$ ; 80 % de l'ensemble de tous les autres épiciers de Fall River sont évalués à plus de 1 000 \$, dont 40 % à plus de 5 000 \$ (*Bradstreet's*, 1880). Après 40 années d'activités commerciales, les épicerie franco-américaines ont donc rattrapé l'ensemble des épicerie de Fall River, tant sur le plan du crédit que sur celui de la valeur du chiffre d'affaires. Sans que leur progression ne soit constante, l'écart entre la valeur des commerces franco-américains et celle des autres épiciers de la ville s'est estompé durant la période étudiée.

Maintenant, si l'on compare les assises matérielles des petits-bourgeois de Fall River à ceux de Lewiston, on constate que les premiers s'en tirent mieux que leurs compatriotes du Maine. En effet, Yves Frenette dénombre seulement une douzaine d'individus qui possèdent des biens évalués à 1 200 \$ au sein de la population canadienne-française de Lewiston en 1880 (Frenette, 1988 : 221-A). Tandis qu'en 1885, 79 Canadiens français de Fall River (soit moins de 1 % des chefs de famille) paient des taxes municipales pour des biens évalués à plus de 2 600 \$. Cinq ans plus tard, en 1890, leur nombre est passé à 87. C'est probablement le pouvoir économique de cette petite-bourgeoisie qui explique l'étendue du réseau institutionnel national à Fall River et la position de leadership que les élites exercent à l'échelle de l'ensemble de la Nouvelle-Angleterre<sup>14</sup>.

---

14. C'est de Fall River qu'est venu le leadership de la contestation des Canadiens français au sujet du rapport Wright dans lequel on les qualifiait de « Chinois de l'Est ». La délégation, composée de Hugo Dubuque, de Jean-Baptiste Chagnon, de Napoléon Leboeuf et de William Corneau, se rend à Boston pour rencontrer le colonel Carroll D. Wright en octobre 1881 (voir Lachance, 1972). Pour évaluer le rôle de Dubuque en particulier, voir Garff (1970 : 108-129). Rappelons par ailleurs que plusieurs membres fondateurs de la Société historique franco-américaine proviennent de Fall River, dont Hugo Dubuque, Charles-Édouard Boivin, Hector Belisle, Godfroy de Tonnancour ainsi que le docteur Omer Boivin (voir La Société historique franco-américaine, 1940).

Selon Anthony Coelho (1980 : 251), la réaction des élites de Fall River au rapport du Bureau du travail du Massachusetts montre que « *[the] French Canadians possessed an institutional and cultural hierarchy, directed by an educated and articulate middle class, which gave them a power and prestige that other immigrant groups lacked* ». Ajoutons que les disparités régionales sur le plan des ressources matérielles mériteraient certes une attention plus soutenue pour comprendre le pouvoir de ces « leaders ethniques ».

### **LA PERSISTANCE SOCIOPROFESSIONNELLE OU LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS D'UNE PETITE-BOURGEOISIE**

Vouloir délimiter les frontières d'une couche sociale s'avère un exercice téméraire, d'autant plus qu'il est ardu « de définir un entre-deux, un ensemble de groupes intermédiaires [...] au sein [desquels] les transitions s'opèrent par d'imperceptibles glissements. [...] Avec les classes moyennes, on est constamment dans le domaine du flou, de l'incertain, du complexe, bref dans le domaine de la réalité qui caractérise les sociétés humaines » (Berstein, 1993 : 5-6). De plus, la formulation d'une conception théorique est difficilement vérifiable, compte tenu de la qualité des sources historiques disponibles. Aucune liste nominative n'est totalement fiable ; soit qu'elle est truffée d'omissions, soit qu'elle reste vague dans sa description des emplois recensés et ne permet pas d'établir clairement la situation professionnelle de la population active. Ces relevés ponctuels ne suffisent donc pas à fixer les contours de la petite-bourgeoisie. Par ailleurs, les paramètres rigides d'une grille occupationnelle pré-établie imposent un classement systématique qui néglige les réalités d'ordre contextuel. Si les recensements enregistrent la croissance nette et relative de l'ensemble de la petite-bourgeoisie, ils nous renseignent peu sur la formation de cette couche sociale. Il importe d'identifier et de comprendre les cheminements socioprofessionnels de ses éléments constitutifs pour cerner le rôle de la mobilité sociale et du contexte américain dans la genèse de ce sous-ensemble. Les historiens qui ont étudié la migration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre estiment que la très grande majorité d'entre eux proviennent du milieu rural. « L'élite des professionnels et des

hommes d'affaires ne représent[ait] qu'une petite minorité. Les premiers [venaient] en général du Québec ; [tandis que] l'expansion urbaine et la croissance rapide des communautés canadiennes-françaises favoris[ait] l'émergence des seconds » (Roby, 1990 : 79).

## LES ANTÉCÉDENTS SOCIOPROFESSIONNELS

Bien que nos informations sur la situation prémigratoire de nos sujets soient fragmentaires, il est tout de même possible de formuler certaines hypothèses quant à l'impact de la structure socio-professionnelle héritée du pays d'origine sur celle de la société d'accueil. Pour ce faire, nous avons d'abord vérifié les antécédents socioprofessionnels des cohortes extraites de deux recensements. Le premier exercice consistait à retracer le corpus d'individus d'origine canadienne-française établis à partir du recensement de 1880 et inscrits dans les listes nominatives des cinq annuaires locaux publiés au cours de la décennie précédente. Nous en avons trouvé 75 sur un total de 167, soit 45 % de l'ensemble. Sur les 75 sujets en question, 42 exerçaient la même occupation qui sera déclarée au recensement de 1880 ; 10 hommes d'affaires avaient changé de secteur d'activité commerciale ; 18 seulement avaient une occupation manuelle à leur première mention, mais en 1880, ils étaient montés dans l'échelle sociale ; les cinq autres étaient restés des cols blancs salariés. Quant au corpus de 1 353 individus extrait du recensement de 1900, seulement 311 d'entre eux ont été retracés dans la liste nominative du guide d'adresses de 1888. De ce nombre, 96 exerçaient alors un emploi de col bleu et 20 comptaient parmi les cols blancs salariés et sont devenus des commerçants entre temps ; 196 exerçaient la même occupation ou une occupation semblable en 1888 et en 1900. La mobilité sociale verticale chez les cols bleus et les petits cols blancs salariés enregistrait donc une hausse dans cette deuxième phase, alors que les taux propres à la mobilité horizontale étaient comparables à la première phase. Le taux de mobilité sociale pour l'ensemble des individus retracés atteignait donc 37 % en 1900, illustrant l'importance grandissante du contexte américain dans la formation d'une petite-bourgeoisie ; cela était de plus en plus le cas chez le groupe des professionnels qui était de moins en moins



constitué d'expatriés puisque sur 26 médecins, 12 étaient issus de la société américaine, soit qu'il aient obtenu leur diplôme d'une université américaine, soit qu'ils avaient immigré aux États-Unis alors qu'ils étaient enfant. Ajoutons que l'apport de la deuxième génération ne pouvait être un élément d'explication à ce changement puisque, de ces 32 professionnels, seulement 4 naquirent aux États-Unis.

Sans que nous puissions établir des proportions exactes quant aux modes d'accès à la petite-bourgeoisie, nos informations ne réfutent pas l'hypothèse que la petite-bourgeoisie d'affaires émergea du contexte américain grâce à la formation d'un capital aux États-Unis. Cependant, la vérification des antécédents professionnels de deux cohortes nous incite à déduire que, au moins en partie, la petite-bourgeoisie franco-américaine fut tributaire de la structure socioprofessionnelle du Canada, puisque de nombreux commerçants avaient la capacité de se lancer en affaires dès leur arrivée à Fall River. Cet énoncé s'appuie sur l'analyse de plusieurs dossiers de crédit de la compagnie R. G. Dun & Co. durant les années 1870. Parmi la trentaine de dossiers de crédit traités durant cette décennie, huit commerçants partent en affaires dès leur arrivée à Fall River, soit que l'enquêteur le précise textuellement, soit qu'il réfère à leurs activités commerciales au Canada. Cette source relate aussi comment certains hommes d'affaires s'établissent à Fall River après avoir vécu un échec dans une autre localité de la Nouvelle-Angleterre.

François Weil souligne avec justesse la précarité de cette petite-bourgeoisie d'affaires dans les années 1870 qui sera suivi d'une stabilisation dans les années 1880-1890. Or, fait révélateur, 28 hommes d'affaires impliqués dans 38 faillites se relancent en affaires au terme de leur apparition dans les registres de la compagnie Dun. Phénomène plus remarquable, sept d'entre eux figurent au registre des persistants à long terme, soit plus de 20 ans. De fait, sur l'ensemble des 130 commerçants cités dans les rapports de R. G. Dun & Co., 29 persisteront pendant au moins 20 ans. Ces statistiques confirment l'importance d'étudier la petite-bourgeoisie sur des périodes plus longues pour comprendre sa dynamique

interne et de procéder à des analyses longitudinales pour comprendre l'évolution d'un groupe sociale.

Plus encore, cet acharnement à vouloir réussir dans les affaires, quitte à changer d'endroit après avoir connu des déboires, est porteuse du postulat théorique des trois critères d'appartenance que Serge Bernstein retient pour caractériser la notion de classe moyenne :

- 1) [un] sentiment clairement perçu par les intéressés d'appartenir au sein de la société [...] à des catégories intermédiaires qui ne se confondent ni avec les prolétaires ni avec les strates supérieures de la société ;
- 2) l'aspiration à la promotion sociale qui forme [...] le noyau dur des caractères constituant des classes moyennes. L'idée de position intermédiaire [étant] liée à la vision de la société comme un ensemble fluide où les mouvements ascendants et descendants sont possibles, l'ascension apparaissant comme le résultat du travail, de l'épargne, du mérite, bref comme la récompense de la vertu ;
- 3) la vive conscience de la fragilité du statut établi [...] [qui accompagne l'aspiration à la promotion] [...] une crainte [qui] s'appuie sur la constatation que la situation acquise par les membres [de la classe moyenne] ne les garantit pas de manière irréversible contre les coups du sort, que l'évolution économique, une modification de la conjoncture, une politique économique ou sociale qui ne tiendrait pas compte de leurs intérêts, pourrait aboutir à l'issue redoutée (Bernstein, 1993 : 6-7).

Certes, Yves Frenette ne s'y trompait pas lorsqu'il considérait que les hommes d'affaires étaient des jeunes gens qui demeuraient aux États-Unis depuis plus longtemps que les autres. Certains avaient d'abord accumulé de l'expérience dans les métiers de la construction alors que d'autres avaient exercé le métier de commis chez un marchand yankee ou irlandais. Il supposait que les *self-made men* avaient une connaissance de l'anglais et tiraient profit de l'arrivée des immigrants alors que d'autres agissaient comme agents recruteurs pour les filatures. Il expliquait la migration d'une classe professionnelle par l'encombrement des professions libérales au Québec où il était devenu difficile de se faire une clientèle. Les petits bourgeois s'occupaient à bâtir leur commerce ou à propager l'idéologie de la survivance, activités menées conjointement bien souvent. Contrairement à la majorité de la population canadienne-française, les petits-bourgeois étaient alphabétisés et bilingues (Frenette, 1988). Tout comme à Lewiston, nos rapports manuscrits de crédit relatent quelques exemples de ces cas de mobilité sociale où

le commerçant avait travaillé auparavant comme commis dans un magasin. Sauf exception, les épiciers ne semblent pas avoir fait l'expérience du travail dans une filature ou exercer un autre travail manuel<sup>15</sup>. D'autre part, les 27 biographies présentées dans le guide de 1888 relatent au moins sept cas où l'immigrant a d'abord exercé le métier de commis pendant plusieurs années ou a travaillé comme ouvrier qualifié ou, encore, a besogné dans une manufacture. Si nos analyses quantitatives démontrent que le cœur de la petite-bourgeoisie est issu au deux tiers d'une mobilité sociale en sol américain, elles démontrent également que les gens d'affaires sont parfois tributaires de leur situation prémigratoire<sup>16</sup>. En effet, de nombreux commerçants possédaient un petit capital financier et se sont lancés en affaires dès leur arrivée aux États-Unis, comme nous le confirment plusieurs dossiers de la compagnie d'évaluation de crédit R. G. Dun. Quant aux premiers professionnels, sauf pour une seule exception, ils sont tous venus du Québec puisque l'accès à une profession nécessite une éducation supérieure, longue et coûteuse, hors de la portée de la grande majorité des immigrants. C'est le cas de tous les médecins qui figurent au recensement de 1880. Hugo Dubuque constitue l'exception. Après avoir complété son cours classique au collège de Saint-Hyacinthe, il travaille comme commis de magasin dès son arrivée aux États-Unis en 1870 et il poursuit parallèlement des études de droit au Boston College. Il est reçu comme avocat en 1877<sup>17</sup>. La nature exceptionnelle de cette mobilité sociale est confirmée par le fait qu'il est le seul avocat canadien-français de Fall River jusqu'à l'arrivée de Joseph Ménard en 1896, donc pendant près de 20 ans<sup>18</sup>.

---

15. R. G. Dun & Co. Collection, Fall River, vol. 13, 14.

16. Sur cette question, voir les thèses de doctorat de Pierre Ancil (1980), de Frances Early (1979) et d'Yves Frenette (1988).

17. Collection Gabriel-Nadeau, Franco-Americana, fiche « Dubuque, juge H.-A. ». Il est le fils du patriote de 1837-1838, Moïse Dubuque (Dubuque, 1888)

18. Outre les 7 médecins et l'avocat Dubuque, qui font l'objet de biographies dans le guide de 1888, seulement 3 individus sur 19 arrivent aux États-Unis avec un certain « capital intellectuel » ou ont fréquenté un collège classique.

## LA PERSISTANCE SOCIOPROFESSIONNELLE

Que seulement 75 des 167 (45 %) individus énumérés au recensement de 1880 soient inscrits dans l'ensemble des annuaires publiés dans la décennie précédente et que 311 des 1 353 (23 %) de ceux du corpus de 1900 le soient dans le guide de 1888, témoignent, selon toute vraisemblance, de deux phénomènes concomitants : la mobilité et la précarité. La mobilité géographique caractérise la communauté franco-américaine, à tout le moins jusqu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Les oiseaux de passage sont tellement nombreux qu'il est rare de retracer un individu sur une période de plus de dix ans. Par ailleurs, nous sommes en présence d'une petite-bourgeoisie très fragile qui a peine à maintenir son statut social. Le taux de persistance décennale moyen s'élève à 31 %, de sorte que le groupe des petits-bourgeois se renouvelle à près de 70 % d'un recensement à l'autre. S'ils sont nombreux à venir tenter leur chance à Fall River, ils sont tout aussi nombreux à quitter la ville après certains déboires financiers<sup>19</sup>.

Même si la période couvrant les années 1888-1900 correspond à la tranche intercensitaire la plus longue (12 ans au lieu de 10), elle connaît le meilleur taux de persistance, soit 43 %. En fait, le corpus de 1888 connaît les meilleurs taux de persistance à moyen et à long terme, alors que celui qui est constitué à partir du recensement de 1880 atteint le deuxième rang à cet égard. Parmi le groupe de 316

---

19. À l'exception de quelques individus, nous n'avons pu déterminer, dans le cadre notre enquête, si nos sujets se dirigeaient dans une autre ville de la Nouvelle-Angleterre ou s'ils repartaient au Canada. Après avoir déclaré faillite en février 1888, Victor Geoffrion est l'un de ceux qui sont retournés au Canada. Il est issu d'une famille d'avocats et de marchands – son père était le juge Félix Geoffrion et un de ses frères, Louis Élie, marchand-grossiste – qui fut président de la Chambre de commerce de Montréal dans les années 1900-1902. De retour au Canada, Victor Geoffrion s'inscrit à la faculté de droit de l'Université McGill et y termine ses études en 1891. Il sera élu comme député fédéral libéral de Chambly et Verchères en 1900 (Morgan, 1912 : 439).

individus<sup>20</sup> persistants de 20 ans et plus, 162 font partie du corpus de 1888 et ont donc accédé à la petite-bourgeoisie avant cette date. Alors que cette couche sociale se renouvelle aux deux tiers à tous les dix ans (à l'exception des années 1888-1900), il y a donc un noyau dur qui s'est déjà constitué dans les années 1880. Ces 162 individus forment ce qu'il convient d'appeler le cœur de la petite-bourgeoisie et ils seront appelés à jouer un rôle de premier plan dans la mise sur pied d'institutions et dans la vie politique locale.

L'autre tendance significative qui se dégage sur le plan de la persistance socioprofessionnelle tient au fait que la persistance de moyenne et de longue durée semblent se chevaucher : parmi les 37 individus persistants retracés entre les années 1880 et 1900, 20 se retrouvent dans l'annuaire franco-américain de 1909. Du groupe de persistants des années 1888-1909, 64 réapparaissent au recensement de 1920. Les statistiques révèlent par ailleurs que les fluctuations sont plus importantes sur le plan de la persistance à moyen terme (décennale) qu'à long terme (celle de plus de 20 ans). Alors que les années 1870 voient des milliers de Canadiens arriver à Fall River, très peu de pionniers réussiront à persister au-delà de 1880. Malgré quatre crises économiques survenues entre les années 1873 et 1896 (Roby, 1990 : 74), ces décennies voient la formation d'une petite-bourgeoisie qui bénéficiera d'un flot migratoire plus ou moins constant. Lorsque l'immigration baissera considérablement durant les deux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, le taux de persistance socioprofessionnelle chutera également. La récession sévère de 1904 et le long conflit de travail l'année suivante ne feront que renforcer cette tendance à la baisse.

---

20. Nous avons constitué un corpus d'immigrants canadiens-français et de Franco-Américains des deuxième et troisième générations résidant à Fall River, en recoupant quatre recensements – 1870, 1880, 1900 et 1920 – et deux guides d'adresses, l'un de 1888 et l'autre de 1909-1910. Nous obtenons ainsi un noyau de « persistants socioprofessionnels » (retracés sur 20 ans et plus) constitué de 316 individus.

**Tableau 3**

Taux de persistance socioprofessionnelle à long terme par catégorie d'emploi

	<b>1880-1900</b>	<b>1900-1920</b>
professionnels	7 (14 %)	42 (41 %)
commerçants	74 (23 %)	589 (15 %)
artisans	17 (18 %)	97 (16 %)
cols blancs	69 (23 %)	625 (13 %)

Sources : Bureau of the Census, 1880, 1900 et 1920.

Le taux de persistance socioprofessionnelle entre 1880 et 1900 en fonction des catégories d'emploi ne dépasse pas 23 %, le taux le plus faible étant celui des professionnels. Cette constatation renforce l'hypothèse à l'effet que ces derniers retournent au Canada en plus grande proportion que dans toutes les autres catégories d'emploi. En effet, jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, les professionnels semblent davantage rattachés à la société canadienne qu'à la société américaine. À l'instar des agriculteurs liés à l'économie agraire, leur migration aux États-Unis s'inscrit dans une stratégie de survie, une sorte de purgatoire nécessaire avant de retourner pratiquer au Québec. La classe des professionnels ne prend souche qu'à partir des décennies 1900-1910 et 1910-1920, alors qu'une petite-bourgeoisie professionnelle émerge du contexte américain. Quelques fils de commerçants les plus prospères accèdent alors à la profession d'avocat ou de médecin. De fait, la situation changera radicalement pour la tranche de persistance à long terme. Entre 1900 et 1920, le taux de persistance des professionnels s'élève à 41 %. De ce groupe de professionnels, deux individus seulement appartiennent à la deuxième génération. Choisisent-ils de rester aux États-Unis parce qu'ils entrevoient de meilleures possibilités de revenus ou ce phénomène est-il lié à un encombrement encore plus sévère au Québec? La persistance géographique équivaut à une persistance socioprofessionnelle chez les professionnels; leur statut social est, en un sens, moins précaire que celui des hommes d'affaires qui restent plus vulnérables devant les crises ponctuelles.

Pour ce qui est de la persistance des commerçants, on observe une autre réalité. En prenant en considération les années de crise

économique de 1882-1885, les baisses des salaires ouvriers survenues en 1900-1901 et 1903-1904, les grèves de 1884 et de 1904, on constate un impact direct sur les hommes d'affaires par la diminution du nombre d'entreprises qui figurent dans les registres de Bradstreet. Alors qu'il y a 32 commerçants cotés en janvier 1880, il n'y en plus que 22 en 1885, soit une baisse de 31 %, pour terminer la décennie, en 1890, à la hausse avec 42 entrées. En janvier 1900, 120 commerçants figurent au registre ; cinq ans plus tard il n'en reste que 93, soit une baisse de 23 %, alors que la tendance avait été à la hausse depuis 1890.

\* \* \*

Dans son étude sur l'expérience catholique américaine, Jay P. Dolan compare la communauté canadienne-française aux autres minorités ethniques catholiques :

*As was true in other immigrant communities, a small middle class had developed composed mainly of small businessmen and storekeepers who served the particular needs of the closely knit French-Canadian community ; after 1910 a number of professionals such as doctors and lawyers also emerged. The dominant pattern in the pre-1920 period, however, was the blue-collar, working-class nature of the French-Canadian community (Dolan, 1985 : 154).*

Son observation décrit certainement le cas de Fall River où la petite-bourgeoisie active ne représente jamais plus que 5 % de la population totale avant 1920. Pourtant, les premiers pionniers sont venus s'y établir plus de 50 ans auparavant et la croissance nette de la population d'origine canadienne-française en fait le plus grand centre franco-américain, voire la troisième ville francophone d'Amérique du Nord, après Montréal et Québec.

La petite-bourgeoisie de Fall River émerge dans la décennie 1870-1880, à l'instar de celle des autres centres urbains tel Lewiston ou Woonsocket. Ceux qui composent ce groupe sont arrivés durant leur enfance ou encore lorsqu'ils étaient de jeunes adultes. Ainsi, grâce à un flot d'immigration plus ou moins continu durant les décennies 1880-1890 et 1890-1900, la première génération prédomine et la pyramide d'âge varie peu. Ces données démographiques renforcent l'hypothèse de Bruno Ramirez à l'effet que le Québec « *was losing to New England the youngest and most*

*productive groups of its society*» (1991b : 120). Beaucoup de ces migrants étaient peut-être en fait des immigrants, partis avec l'intention ferme de ne pas retourner au Québec, à moins que cela ne devienne un choix incontournable.

La première décennie (1870-1880) est marquée par la mise sur pied des commerces et des pratiques professionnelles. Tout comme leurs compatriotes, ils semblent immigrer avec peu de ressources, mais ils réussissent à accumuler quelques économies durant leurs premières années aux États-Unis. La charge fiscale, le type d'accommodations résidentielles (familles qui hébergent des chambreurs, revenus secondaires, notamment ceux des enfants) sont autant d'indices qui confirment cette hypothèse. Par contre, leur persistance socioprofessionnelle se conjugue à la mobilité sociale et à l'accumulation de capitaux au-dessus de la moyenne. En fait, ceux qui ont émigré avant 1885 occupent le haut du pavé et semblent pouvoir compter sur des bases financières plus solides que la plupart des leurs. Cette petite-bourgeoisie est composée en majorité de commerçants issus du contexte postmigratoire ; ils avaient cependant apporté avec eux un capital financier ou culturel au-dessus de la moyenne de celui de leurs concitoyens migrants. Mieux préparés à intégrer l'économie capitaliste, ils échappent à la prolétarianisation, contrairement à la grande majorité des migrants canadiens-français.

L'héritage prémigratoire semble jouer un rôle fondamental dans la genèse d'une petite-bourgeoisie aux États-Unis puisqu'environ le tiers des individus persistants à long terme échappent complètement à la prolétarianisation temporaire ou au travail clérical salarié. Nous retenons cependant que la proportion de professionnels, de commerçants et d'artisans indépendants qui se seraient établis en affaires dès leur arrivée à Fall River reste significative. Ils constituent près du tiers des corpus formés à partir des recensements de 1880, 1900 et du guide de 1909. Leur proportion est encore plus forte parmi les cohortes d'individus persistants à moyen et à long terme, variant entre 41 % et 59 % de ces sous-groupes. Parmi les 316 individus persistants de plus de 20 ans, environ la moitié figure dans ce groupe de privilégiés. On y trouve une centaine de commerçants – épiciers, boulangers, barbiers, entrepreneurs de pompes funèbres – et une trentaine d'artisans – selliers, tailleurs, maréchaux-ferrants et



typographes. À ce groupe s'ajoutent une quinzaine de professionnels, qui sont essentiellement médecins et dentistes, et à peine une dizaine de cols blancs salariés, qui sont des journalistes ou enseignants.

Le taux de persistance socioprofessionnelle reste faible entre 1870 et 1920, de sorte que la petite-bourgeoisie de Fall River se renouvelle en moyenne à plus de 50 % d'une décennie à l'autre. Malgré cela, on entrevoit déjà la formation d'un noyau dur en son sein à la fin de la décennie de 1870-1880. À ces premiers s'ajoutent ceux qui immigrent dans les années 1880, ensemble, ils constitueront ce noyau ; en effet, 179 des 275 individus persistants de la première génération arrivent aux États-Unis avant 1888. À ce titre, ils se distinguent non seulement de l'ensemble de la population immigrante, mais aussi des autres membres de la petite-bourgeoisie.

Chevauchement entre persistance à moyen et à long terme, prédominance de la première génération, vieillissement relatif sont autant d'indices que le noyau dur de la petite-bourgeoisie – et, par conséquent, de l'élite franco-américaine – prend racine aux États-Unis durant les années 1870. Parmi le groupe de persistants de longue durée constitué de 316 individus, 132 ont immigré pour la première fois avant 1880. De ce groupe, on reconnaît les acteurs sociaux qui figurent à l'avant-scène de la communauté ethnoculturelle. Hugo Dubuque, Pierre Péloquin, les frères Alexandre et Adélarde Perron, Charles DeGagné, Alfred Plante, les frères Janson, le docteur J.-B. Chagnon. Tous participent, à divers degrés, à la fondation des sociétés nationales et des sociétés mutuelles, telle la Ligue des patriotes, et prennent une part active au mouvement de revendication auprès du clergé irlandais. Pour la période étudiée (1870-1920), il est certes plus à propos de parler d'une consolidation de l'élite franco-américaine que d'une régénération celle-ci. Il y a là aussi sans doute un élément d'explication à la survivance du fait français en Nouvelle-Angleterre et du rayonnement de Fall River à l'échelle de l'ensemble de la communauté franco-américaine.

Il faudra certes des recherches additionnelles pour établir la véritable genèse de la petite-bourgeoisie franco-américaine. Aux premiers travaux qui se sont intéressés aux élites sous l'angle des discours et des actions du projet collectif de la survivance, il serait

dorénavant souhaitable de s'intéresser davantage aux pratiques individuelles reflétant les préoccupations d'ordre matériel et de promotion sociale. Il y aurait lieu d'inventorier et d'analyser les activités extraprofessionnelles des petits bourgeois. Ces recherches nous dévoileraient sans doute divers modes d'insertion dans la société américaine et mettraient à jour les points de jonction entre la société d'accueil et la communauté ethnique. Nous présumons qu'il serait possible d'observer des changements attribuables au renouvellement des générations, aux différences professionnelles ou migratoires qui sous-tendent d'autres ambitions individuelles ou collectives, menant à d'autres « formes de leadership pratiquées par les élites franco-américaines » (Ramirez, 1991a : 6).

Puisque la recherche de meilleures conditions de vie s'inscrit au cœur même de l'expérience migratoire, il est désormais inconcevable d'expliquer la migration de masse des Canadiens français vers les États-Unis sans tenir compte du désir de mobilité sociale qui est à la source cette mobilité géographique. La motivation première de l'immigrant tient à l'espoir que l'expatriation lui prodiguera un meilleur sort matériel, peu importe si le choix de partir tient à des causes attractives ou répulsives, peu importe s'il envisage de retourner dans son pays d'origine ou de s'enraciner dans une nouvelle patrie. Bien que la quête d'un futur meilleur ne se définit pas strictement en termes de catégories socioprofessionnelles, la problématique de la mobilité géographique nous paraît indéniablement associé à celle de la mobilité sociale<sup>21</sup>. Nul doute que l'importante migration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre après la Guerre civile américaine procède de cette motivation. Lorsque Roby replace l'expérience canadienne-française dans son contexte nord-américain et relate les causes de ce mouvement migratoire, il soutient que cette « mobilité a peu à voir

---

21. Dans un article récent, Paul-André Linteau démontre comment, dans la perspective québécoise des courants migratoires entre le Québec et la Nouvelle-Angleterre, « le passage aux États-Unis fournit une occasion d'apprentissage ou de perfectionnement et [comment] plusieurs sont en mesure de se lancer en affaires dès leur arrivée à Montréal, grâce aux économies accumulées là-bas ; les autres le font après avoir travaillé quelques années comme employé » (Linteau, 2000 : 593).

avec le goût de l'aventure. Elle n'est en fait qu'une réponse aux contraintes du milieu. [...] Partir pour les « États » n'est en effet [pour ces jeunes gens] qu'un élément, parmi d'autres, d'une stratégie de survie » (Roby, 1990 : 14 et 16). Or, l'immigration nette de plus de 325 000 Canadiens français en Nouvelle-Angleterre entre 1860 et 1900 s'avère non seulement une stratégie de survie, elle s'inscrit également dans une entreprise logée à l'enseigne de la promotion sociale. Entre « l'émigration de la misère et de la faim » (Beaugrand, [1878] 1980 : 205) et l'eldorado mythique, un segment de la petite-bourgeoisie canadienne-française a misé sur un avenir au sud du 49<sup>e</sup> parallèle. Ni prolétaires ni bourgeois, ils furent probablement nombreux à se rendre dans les centres urbains de la Nouvelle-Angleterre pour y faire souche. Ces immigrants se sont taillé une place à la mesure de leurs talents et de leurs ambitions, au gré des occasions engendrées par une économie industrielle en pleine expansion.

## Bibliographie

### Sources

- Beaugrand, Honoré ([1878] 1980), *Jeanne la fileuse. Épisode de l'émigration franco-canadienne aux États-Unis*, éd. préparée et présentée par Roger Le Moine, Montréal, Fides (coll. du Nénuphar : Les meilleurs auteurs canadiens).
- Beaugrand, Honoré (1875), « Rapport sur la population canadienne-française de Fall River, Mass. », par Honoré Beaugrand, Rédacteur de « L'Echo du Canada », et président de « l'Association Montcalm » de cette ville, en réponse au questionnaire adressé aux présidents et aux membres des Sociétés Nationales Canadiennes des États-Unis » (Collection Baby, Université de Montréal).
- Bradstreet's Book of Commercial Ratings of Bankers, Merchants, Manufacturers, etc., in the United States and the Dominion of Canada*, New York, The Bradstreet Company, vol. 43, avril 1878 ; vol. 48, janvier 1880 ; vol. 64, janvier 1885 ; vol. 80, janvier 1890 ; vol. 96, juillet 1895 ; vol. 128, janvier 1900 ; janvier 1905, janvier 1910 ; janvier 1915 ; mars 1920.
- Bureau of the Census, *9th Census of the United States 1870, Population ; 10th Census of the United States, 1880, Population ; 12th Census of the United States, 1900, Population ; 14th Census of the United States, 1920, Population*.
- Bureau of the Census, Department of Commerce (1921), *Fourteenth Census of the United States Taken in the year 1920, Vol. 1 : Population 1920, Number and Distribution of Inhabitants*, Washington, D.C., Government Printing Office.
- Collection Gabriel-Nadeau, B.N.Q., Journaux reliés, Journaux franco-américains, numéros divers : *L'Indépendant*, éd. du 50e anniversaire, 51e année, 72, Samedi-dimanche 22-23 juin, 1935.
- Dubuque, Hugo (1888), *Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] de Fall River et Notes historiques sur les Canadiens de Fall River*, par H.A. Dubuque, Première édition, Fall River, Edmond-F. Lamoureux.
- Le guide canadien-français de Fall River, Mass. contenant un almanach des adresses, un recensement de la population franco-canadienne, un résumé historique des paroisses et des sociétés, une liste des contribuables canadiens et des impôts, une liste du clergé de langue française aux États-Unis, et les annonces des principaux hommes d'affaires de Fall River, etc. (1891)*, 2<sup>e</sup> éd., Fall River, Société de publication de L'Indépendant.
- Guide des sociétés canadiennes-françaises de Fall River (1893)*, Fall River, Mass. Société de Pub. de L'Indépendant.
- Le guide français de Fall River, Mass., contenant l'histoire de la colonie et l'almanach des adresses avec illustrations (1909-1910)*, Fall River, Mass., L.J. Gagnon & Cie.
- L'Indépendant*, 20 août 1891 ; 23 avril 1894.

- Morgan, Henry J. (1912), *Canadian Men & Women of the Time. A Hand-book of Canadian Biography of Living Characters*, 2e éd., Toronto, William Briggs.
- R. G. Dun & Co. Collection, *Credit ledgers for Fall River, Massachusetts*, vol. 13, 14, 15, Baker Library, Harvard University Graduate School of Business Administration.
- The Fall River Directory* (1870-1871, 1874, 1876, 1878, 1880, 1882, 1888, 1893, 1900, 1901, 1906-1907, 1910, 1911, 1920), Boston et Fall River, Sampson & Murdock Co. et George E. Bamford, Robert Adams.
- Travaux**
- Anctil, Pierre (1980), « Aspects of Class Ideology in a New England Minority : the Franco-Americans of Woonsocket, Rhode Island (1865-1929) », Thèse de Ph.D. (histoire), New School for Social Research.
- Berstein, Serge (1993), « Les classes moyennes devant l'histoire », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 37 (janvier-mars), p. 3-13.
- Blumin, Stuart M. (1989), *The Emergence of the Middle Class. Social Experience in the American City, 1760-1900*, New York, Cambridge University Press (coll. : Interdisciplinary Perspectives on Modern History).
- Bodnar, John (1985), *The Transplanted. A History of Immigration in Urban America*, Bloomington, Indiana University Press.
- Coelho, Anthony (1980), « A Row of Nationalities : Life in a Working Class Community : the Irish, English, and French Canadians of Fall River, Massachusetts, 1850-1890 », Thèse de Ph.D. (histoire), Brown University.
- Cumbler, John T. (1979), *Working-Class Community in Industrial America : Work, Leisure and Struggle in Two Industrial Cities, 1880-1930*, Westport, Conn., Greenwood Press.
- Dolan, Jay P. (1985), *The American Catholic Experience. A Study from Colonial Times to the Present*, Garden City, N.Y., Doubleday and Co.
- Doty, C. Stewart (1985), *The First Franco-Americans. New England Life Histories from the Federal Writers' Project, 1938-1939*, Orono, University of Maine at Orono Press.
- Early, Frances H. (1979), « French-Canadian Beginnings in an American Community : Lowell, Massachusetts, 1868-1886 », Thèse de Ph.D. (histoire), Concordia University.
- Faucher, Albert (1964), « L'émigration des Canadiens français au XIX<sup>e</sup> siècle : position du problème et perspectives », *Recherches sociographiques*, 5, 3 (septembre-décembre) p. 277-317.
- Frenette, Yves (1988), « La genèse d'une communauté canadienne-française en Nouvelle-Angleterre : Lewiston, Maine, 1800-1880 », Thèse de Ph.D. (histoire), Université Laval.
- Garff, Dennis Royal (1970), « Heirs of New France : an Ethnic Minority in Search of Security. A Study of *Canadien* Society & Politics in Late Nineteenth Century New England and Quebec Province », Thèse de Ph.D. (histoire), Fletcher School of Law and Diplomacy.
- Haebler, Peter (1976), « Habitants in Holyoke : the Development of the French-Canadian Community in a Massachusetts City, 1865-1910 », thèse de Ph.D. (histoire), Université du New Hampshire.
- Hareven, Tamara (1978). *Amoskeag : Life and Work in an American Factory City*, New York, T.H. and Randolph Layenback.

- Hershberg, Theodore, *et al.* (1974), « Occupation and Ethnicity in Five Nineteenth-Century Cities : a Collaborative Inquiry », *Historical Methods Newsletter*, 7 (juin), p. 174-216.
- Lachance, Pierre E. (1972), « Documents of Historical Interest to the Catholic Churches of Fall River and the " French Canadians " of this City, excerpted from The Fall River News », Document inédit.
- Lavoie, Yolande (1972), *L'émigration des Canadiens aux États-Unis avant 1930. Mesure du phénomène*, Montréal, PUM (coll. : Démographie canadienne).
- Linéau, Paul-André (1976), « Quelques réflexions autour de la bourgeoisie québécoise, 1850-1914 », *RHAF*, 30, 1, p. 55-66.
- Linéau, Paul-André (2000), « Les migrants américains et franco-américains au Québec », *RHAF*, 53, 4, (printemps), p. 561-602.
- Mayer, Arno J. (1975), « The Lower Middle Class as Historical Problem », *Journal of Modern History*, 47, 3 (septembre), p. 409-436.
- Paquet, Gilles (1964). « L'émigration des Canadiens française vers la Nouvelle-Angleterre, 1870-1910 : prises de vue quantitatives », *Recherches sociographiques*, 5, 3 (septembre-décembre), p. 319-370.
- Petrin, Ronald (1990), *French-Canadians in Massachusetts Politics, 1885-1915. Ethnicity and Political Pragmatism*, Philadelphie, The Bach Institute Press.
- Ramirez, Bruno (1991a), « Émigration et Franco-Américanisme : bilan des recherches historiques », dans Dean Louder, (dir.), *Le Québec et les francophones de la Nouvelle-Angleterre*, Sainte-Foy, PUL (coll. : Culture française d'Amérique), p. 3-12.
- Ramirez, Bruno (1991b), *On the Move. French-Canadian and Italian Migrants in the North Atlantic Economy, 1860-1914*, Toronto, McClelland & Stewart (coll. : The Canadian Social History Series).
- Roby, Yves (1990), *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930*, Sillery, Septentrion.
- La Société historique franco-américaine (1940), *Les quarante ans de la Société historique franco-américaine, 1899-1939*, Boston.
- Stearns, Peter N. (1979), « The Middle Class : Toward a Precise Definition », *Comparatives Studies in Society and History*, 21, p. 377-396.
- Sylvia, Philip T. jr. (1973), « The Spindle City : Labor, Politics, and Religion in Fall River, Massachusetts, 1870-1905 », Thèse de Ph.D. (histoire), Fordham University.
- Tascherau, Sylvie (1992), « Les petits commerçants de l'alimentation et les milieux populaires montréalais, 1920-1940 », Thèse de Ph.D. (histoire), Université du Québec à Montréal.
- Truesdell, Leon Edgar (1943), *The Canadian Born in the United States. An Analysis of the Canadian Element in the Population of the United States, 1850 to 1930*, New Haven, Yale University Press (coll. : The Relations of Canada and the U.S. for The Carnegie Endowment for International Peace : Division of Economics and History).
- Vicero, Ralph (1968). « Immigration of French Canadians to New England, 1840-1900 : a Geographical Analysis », Thèse de Ph.D. (géographie), Université du Wisconsin.

Violette, Brigitte (2001), « Formation et développement d'une petite-bourgeoisie franco-américaine de la Nouvelle-Angleterre (Fall River, 1870-1920) », Thèse de Ph.D. (histoire), Université de Montréal.

Weil, François (1989), *Les Franco-Américains, 1860-1980*, Paris, Belin (coll. : Modernités, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> s.).